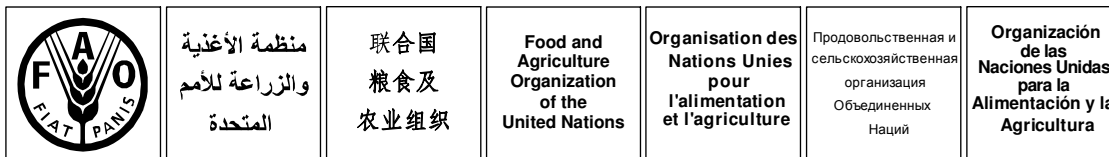


Mai 2012



Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique

VINGT-SEPTIÈME SESSION

Brazzaville (Congo), 23-27 avril 2012

DÉCLARATION DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DE LA FAO

*M. Rigobert Maboundou, Ministre de l'agriculture et de l'élevage du Congo et Président de la
Conférence,*

M. Luc Guyau, Président indépendant du Conseil de la FAO,

M. Yaya Olaniran, Président du Comité de la sécurité alimentaire mondiale,

Mesdames et Messieurs les ministres,

Mesdames et Messieurs les délégués et membres du corps diplomatique,

Mesdames et Messieurs les représentants de la société civile,

Mesdames et Messieurs,

Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur internet, à l'adresse www.fao.org.

Introduction

1. C'est un honneur pour moi que d'être présent parmi vous à Brazzaville à cette vingt-septième Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique.
2. Au nom de la FAO et de tous les participants, je tiens à remercier le Gouvernement et le peuple de la République du Congo de leur chaleureux accueil et de leur hospitalité.

Mesdames et Messieurs,

3. Malgré tous les efforts déployés par la FAO depuis sa création en 1945 pour contribuer à bâtir un monde libéré de la faim, nous voyons bien que nous ne sommes pas au bout de nos peines, puisque 925 millions de personnes sont encore en situation d'insécurité alimentaire.
4. En outre, sur toute la planète, les pays affrontent des crises climatiques, financières, économiques et énergétiques, qui ne sont pas dépourvues de conséquences les unes sur les autres. Ce sont des crises qui sont interdépendantes. La FAO doit s'adapter à ce contexte pour mieux répondre aux besoins de ses Membres.
5. J'ai donc lancé, en janvier 2012, un processus de réflexion stratégique qui aboutira aux ajustements apportés au Programme de travail et budget actuel, prendra part à l'examen de notre Cadre stratégique et aidera à établir notre nouveau Plan à moyen terme.
6. Les conférences régionales, qui s'insèrent désormais dans la structure de gouvernance mondiale de la FAO, jouent un rôle important dans ce processus. Vos propositions nous aideront à faire en sorte que nos activités répondent aux besoins qui sont les vôtres, dans une démarche ascendante qui a été mise en place à la FAO pour la première fois de son histoire.
7. Nous allons ainsi pouvoir, à n'en pas douter, passer de notre vision commune, à savoir celle d'un monde à l'abri de l'insécurité alimentaire, à une action concrète aux niveaux mondial, régional et local.

Défis mondiaux

Mesdames et Messieurs,

8. Jusqu'ici, nous avons cerné sept défis mondiaux, comme vous en avez certainement été informés au cours de la présente session de la Conférence. Nombre de ces défis mondiaux sont aussi des défis africains. Cela dit, je tiens à réaffirmer mon engagement – ainsi que celui de la FAO – en faveur d'une Afrique libérée de la faim. Nous ferons tout ce qui est en notre pouvoir pour renforcer l'agriculture et la sécurité alimentaire sur le continent et pour aider celui-ci à devenir le grenier de la planète.
9. Pour ce faire, nous allons travailler:
 - sous la conduite africaine – gouvernements, Union africaine, Autorité intergouvernementale pour le développement (IGAD), Comité permanent inter-États de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS), autres autorités sous-régionales,
 - dans le cadre du Programme détaillé pour le développement de l'agriculture africaine (PDDAA) et
 - avec des partenaires régionaux et internationaux, la société civile et le secteur privé.
10. Initialement, nous allons mettre cette approche en action dans la Corne de l'Afrique et le Sahel.

Mesdames et Messieurs,

11. C'est ma deuxième mission en Afrique cette année. Peu après avoir pris mes fonctions, je me suis rendu en Éthiopie, au Kenya et en Somalie. Pendant cette mission, j'ai annoncé que la situation de famine en Somalie avait pris fin.

12. C'est un véritable tour de force. Les mesures prises, notamment des programmes de « travail contre rémunération », la distribution d'intrants, la vaccination du bétail et la réduction et la reconstitution du cheptel ont permis aux cultivateurs et aux bergers de tirer le meilleur parti d'une bonne saison des pluies.

13. Cette victoire sur la famine n'est pas uniquement le fruit des efforts de la FAO: nous avons travaillé et nous continuons à travailler en étroite collaboration avec d'autres partenaires des Nations Unies, notamment le PNUD, l'UNICEF et le PAM, avec des organes régionaux tels que l'IGAD et l'Union africaine, avec des ONG et des organisations de la société civile et avec les agriculteurs, les bergers et les coopératives.

14. Dans la Corne de l'Afrique, nous sommes en train de manquer l'occasion de nous appuyer sur les progrès récents pour rendre la population plus résistante face aux futures sécheresses. Au Sahel, cela signifie que nous ne pouvons mettre en place des mesures qui empêcheraient une aggravation de l'insécurité alimentaire.

15. Des vies sont en danger: dans la Corne de l'Afrique et au Sahel, ce sont respectivement plus de 8 millions et 16 millions de personnes qui sont en proie à l'insécurité alimentaire.

16. En outre, dans les pays du Sahel et d'autres régions d'Afrique, l'insécurité ne fait qu'aggraver la situation. La paix est une condition *sine qua non* de la sécurité alimentaire, mais n'oublions pas que l'agriculture, le développement rural et la sécurité alimentaire sont également des moteurs de la paix.

17. C'est pourquoi j'exhorte la communauté des donateurs à réagir, malgré la crise économique qui frappe grand nombre de pays. C'est précisément en période de crise que les populations les plus vulnérables ont le plus besoin de nous.

18. Et c'est précisément dans des situations telles que celle que nous vivons aujourd'hui que nous devrions comprendre que l'on ne peut plus continuer de passer d'une crise à l'autre. À chaque fois que nous nous détournons des fragiles progrès obtenus, nous ouvrons la porte à une nouvelle situation d'urgence.

19. Pour améliorer les moyens d'existence, assurer une meilleure résistance face aux crises, mettre en place des modèles de production plus durables et éliminer la faim, nous devons adopter une approche à long terme. En effet, on peut facilement constater les résultats de ce type d'approche lors des situations d'urgence. Ainsi, lorsque les fonds ont été disponibles pour répondre à la sécheresse qui a frappé la Somalie l'an dernier, nous avons pu acheter des semences localement grâce à la stratégie d'appui à long terme de la FAO en faveur de la multiplication des semences dans ce pays.

20. Nous savons ce qu'il faut faire, mais nous ne pouvons y parvenir sans un appui soutenu, notamment financier.

21. Au mois de mars, la FAO a demandé une enveloppe supplémentaire de 50 millions de dollars pour son plan d'aide d'urgence aux cultivateurs et aux éleveurs de la Corne de l'Afrique. À ce jour, aucun engagement n'a été pris en ce sens. Au Sahel, il manque plus de 60 millions de dollars pour financer notre plan d'intervention immédiate.

22. L'élimination de la faim ne relève cependant pas de la seule responsabilité de la communauté internationale. Les pays et les institutions africains doivent accorder la plus grande priorité à la lutte contre ce fléau et au renforcement de la capacité de résistance aux crises. En fin de compte, c'est à chaque pays qu'il appartient de bâtir les institutions et les infrastructures qui permettront au continent africain de réaliser son vaste potentiel agricole et de se libérer de la faim.

23. J'appelle également les pays en développement, et en particulier les pays africains exportateurs d'hydrocarbures et de minerais, à accroître eux aussi leur contribution. Je ne parle pas

nécessairement de contribution financière; il peut s'agir en effet de mettre en commun des données d'expérience et des connaissances. Mettons à profit la coopération Sud-Sud pour exprimer notre solidarité avec les continents voisins; je saisis ici l'occasion de remercier le Président du Congo pour l'offre généreuse qu'il a formulée dans son allocution de ce matin.

24. Je demande aux gouvernements de réaffirmer leur détermination à mettre un terme à la faim et à diriger cet effort. Je sais que cet appel sera entendu.

25. Vous pouvez compter sur la FAO en tant que partenaire dans votre projet de libérer l'Afrique de la faim. Lançons un message fort à l'occasion de cette Conférence, en affirmant que nous nous engageons à atteindre cet objectif.

26. D'autres acteurs renouvelleront également leur engagement. En cette année internationale des coopératives, je tiens par ailleurs à souligner le rôle des coopératives et des associations de petits exploitants, en faveur de la sécurité alimentaire et du développement rural.

27. Le secteur privé a lui aussi son rôle à jouer: il sera chargé de la plupart des investissements dont le secteur agricole a besoin. Les gouvernements doivent investir dans des infrastructures et des services de nature à attirer les investisseurs et, dans le même temps, à protéger les droits de la population et à répondre à ses besoins.

28. Les Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts, dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale, que le Comité de la sécurité alimentaire mondiale doit approuver en mai, constituent un cadre qui contribuera à établir cet équilibre. La FAO est prête à aider les pays à adopter ces Directives et à les appliquer.

29. Permettez-moi de souligner par ailleurs l'importance du commerce intra-africain pour le développement socioéconomique et la lutte contre la faim. Le continent dépense chaque année plus de 50 milliards de dollars en importations alimentaires, alors que 50 pour cent de sa population active est composée de petits exploitants agricoles, de bergers, de forestiers et de pêcheurs. Nous devons trouver des solutions pour les rassembler, afin que l'Afrique puisse nourrir l'Afrique.

Décentralisation

Mesdames et Messieurs,

30. Avant de conclure, je voudrais aborder la décentralisation, indispensable pour assurer un meilleur équilibre entre les fonctions de la FAO et sa présence mondiale et nationale.

31. Nous sommes en train de revoir les modalités de sélection et d'évaluation des représentants de la FAO, afin de faire en sorte que chaque bureau soit dirigé par le meilleur candidat possible. Les bureaux régionaux et sous-régionaux participeront à ce processus. Le poste de représentant pourra également être offert à des fonctionnaires remarquablement efficaces, et des promotions seront accordées en cas de résultats exceptionnels.

32. Je tiens à ajouter que la décentralisation ne consiste pas uniquement à renforcer les équipes dans les régions. Il s'agit de donner des moyens aux représentants de la FAO, en particulier aux niveaux régional et sous-régional. Cela suppose de déléguer des responsabilités plus importantes et d'accorder une plus grande marge de manœuvre pour la prise de décisions et la gestion des ressources financières. Cela implique également une obligation accrue de rendre compte.

33. Toute proposition de changement issue de vos travaux sera examinée ultérieurement par les organes directeurs au niveau mondial et mise en œuvre en fonction des ressources disponibles.

34. Mesdames et Messieurs, c'est une période difficile qui s'annonce. Mais nous avons tous les outils nécessaires pour surmonter les difficultés. Ensemble, œuvrons à traduire nos idées en actions concrètes pour faire de l'Afrique un continent prospère, dynamique et libéré de la faim et de l'insécurité alimentaire!

Je vous remercie de votre attention.